

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

20

OCTOBRE

N 16

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

RENNES

arrestation de militants autonomistes bretons

La police judiciaire de Rennes a lancé une importante opération, sur demande de la Cour de Sureté, contre les militants autonomistes bretons. Une trentaine d'interpellations auraient eu lieu, et une dizaine de personnes sont actuellement interrogées à Rennes. Parmi ces militants, le docteur Guy Carro, un responsable du Front Socialiste Autogestionnaire Breton, a été arrêté et a entamé

une grève de la faim.

La police présente cette opération comme consécutive aux attentats contre les élus locaux Fréville et Le Douarec, attentats qui n'avaient pas été revendiqués par le FLB. La lutte contre le FLB ne semble que le prétexte à une opération de plus grande envergure : des syndicalistes paysans, des enseignants auraient aussi été arrêtés.

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE enquete p.3



Nos reporters présentent, page 3, le début de leur reportage sur les travailleurs face à la crise, à Caen, à Besançon, en Lorraine. Quelle est la situation dans l'entreprise, quelle est la nature du chantage patronal, comment réagissent les travailleurs ? Ce sont quelques unes des questions abordées dans ce reportage qui commence aujourd'hui.

Giscard a Moscou RECU DEVANT LES PRESSIONS SOVIETIQUES

Giscard a enfin pu rencontrer à nouveau Brejnev vendredi. Un document politique a été signé à l'issue du voyage présidentiel. Mais les déclarations lénifiantes de dernière minute n'enlèvent rien à l'affront que l'URSS a fait subir au représentant de la bourgeoisie française. Deux jours durant, on a laissé à Moscou Giscard «réfléchir». On lui a clairement fait comprendre que

clairement fait comprendre que ses fanfaronnades sur la «détente idéologique» n'entamaient pas la détermination soviétique de le faire plier sur la question décisive : celle du «désarmement» en Europe. Le résultat est probant.

Des années durant, la France s'était vigoureusement opposée à toutes les entreprises concernant la «non-dissémination» des armes nucléaires. En refusant

d'abord de signer le traité d'interdiction des essais atmosphériques : il refusait en fait aux pays ne disposant pas encore de l'arme atomique de s'en doter, tandis que les Etats-Unis et l'URSS étaient, eux, suffisamment avancés technologiquement pour poursuivre sous terre les essais. La France n'avait pas non plus souscrit au traité dit de «non-dissémination des armes nucléaires», qui établissait ouvertement le monopole des pays en disposant déjà.

La déclaration finale adoptée à Moscou indique au contraire : « la France et l'Union Soviétique sont convaincues de la nécessité d'éviter la dissémination de l'armement nucléaire et sont déterminées à assumer les responsabilités qui leur incombent à cet égard en tant que puissances nucléaires ».

Suite page 8.



CHATELLERAUT resultat sans surprise Abelin élu

Abelin élu avec environ 52 % des suffrages. Ce n'est pas une surprise. Les dirigeants du PS eux-mêmes n'escomptaient pas la victoire d'Edith Cresson, malgré le caractère, voulu spectaculaire, donné à l'intervention, jeudi, de Mitterrand, à la réunion publique d'Abelin.

Il faut toutefois noter que la marge n'est pas très grande. Ceci traduit à la fois une certaine usure de la «majorité» depuis les législatives de 73 (Abelin 60,8 % contre 39 % pour le PCF), mais aussi une poussée du PS qui avait déjà supplanté le PCF au premier tour. Ceci confirme le PS dans son rôle de

parti charnière, capable de participer à une majorité de rechange pour la bourgeoisie, avec ou sans le PCF.

La réunion de jeudi soir n'aura donc pas inversé le résultat prévu ! Mais ce n'était pas forcément pour l'essentiel le résultat recherché par Mitterrand : pour lui, il s'agissait bien plus de profiter de cette occasion pour s'affirmer comme le leader unique de la gauche, tout en mettant en avant le PS. De même que Poniatowski et Chirac étaient venus ensemble pour poursuivre leur rivalité pour le leadership de la «majorité».

Voir page 4

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

UN LECTEUR DE DUNKERQUE

«...il faudrait trouver un style un peu plus percutant, insister encore et toujours sur le côté « oser lutter oser vaincre ». Un exemple dans le numéro du 8 octobre vous relatez une réunion de la CFDT à Watreloos, montrant que les dirigeants parlent quand les ouvriers voudraient lutter. C'est bien de démasquer ainsi les syndicats, mais on ne voit pas ce que vont pouvoir faire de plus les travailleurs conscients de cet état de choses, à Watreloos, comme ailleurs. Comment concrétiser ces mots d'ordre de lutte qui sont dans le cœur de beaucoup ? On a l'impression à la fin de l'article que le délégué syndical quitte la salle écoeuré de la CFDT mais sans plus de perspective politique. N'y aurait-il pas moyen de systématiser davantage les expériences positives des masses dans ce domaine : lutte contre le réformisme syndical.

La section Luttes Ouvrières propose de tenir régulièrement une rubrique « vie syndicale » où seront relatées ces expériences positives dont tu parles et qui existent de plus en plus largement, de lutte dans le syndicat contre la main mise des réformistes, et où pourront s'exprimer de nombreux syndicalistes révolutionnaires.

UN ROUBAISIEEN.

« Depuis quelques jours le courrier des lecteurs est une suite de longues correspondances qui devraient plutôt trouver leur place dans d'autres rubriques plus spécifiques... Il faut que le lecteur s'y retrouve rapidement dans les rubriques et que le courrier des lecteurs, qui est d'une grande importance retrouve toute sa vitalité des premiers jours : lettres courtes, précises, apportant avis positifs ou non...bravo pour les colonnes en bref, bloc-notes, petits articles incisifs qui donnent du punch au journal. Un peu plus de style comme Sihanouk en quelque sorte...

Ta critique est juste. Toutefois pour que cette page de courrier soit vivante et présente un intérêt politique, il faut qu'elle aborde les problèmes traités dans le reste du journal, qu'un débat s'y ouvre sur ces problèmes, et cela d'une façon aussi précise que possible. Ainsi plusieurs lettres nous sont arrivées sur le problème de la justice. Nous proposons en publiant plus bas certains passages, que s'instaure dans le « courrier », sur un sujet qui est mis au centre de l'actualité aujourd'hui, un dialogue entre les lecteurs. Nous invitons les lecteurs à envoyer leur point de vue, et l'écho que rencontrent ces problèmes dans leur entourage, sur le quartier, à l'usine.

UN LECTEUR DE BETHUNE.

«...Par rapport à ce qui se passe dans la justice à l'heure actuelle, il y a un point qui ne nous semble pas très clair : il y a deux articles parlant de Pascal et de Coquidé, et dans les deux articles on laisse entendre que Pascal a été dessaisi parce qu'il avait inculpé Coquidé. Or il nous semble que dans l'affaire de Liévin (comme dans l'affaire du CES Pailleron) la bourgeoisie était prête à trouver des responsables... Ne serait-ce pas plutôt parce qu'il commençait à se dessiner un mouvement de masse chez les mineurs et que ceux-ci allaient exiger que l'on aille plus loin ? Il nous semble que la bourgeoisie est prête à accepter des « inculpations » tant qu'elles ne vont pas très loin (parce que cela sert sa politique « libérale » et qu'il n'y a pas de réelle mobilisation populaire. Qu'en pensez-vous ? »

Les « affaires » Pascal, Charette... ainsi que les attaques de Lecanuet posent une série de questions que nous avons voulu aborder la semaine dernière. D'où vient la multiplication de telles affaires, la mise en cause par des juges eux-mêmes du caractère inique de la justice ? Quelles sont les limites d'un tel mouvement, comment peut-on l'apprécier ?...

A notre sens il s'agit d'un mouvement très positif, parce qu'il lézarde un des piliers du pouvoir bourgeois, l'appareil judiciaire. Nous sommes d'accord avec ce camarade de St Egrève, c'est un fait nouveau et important que des membres de cet appareil en viennent à révéler le

DE GRENOBLE.

« L'édito du n° 13 portait sur le voyage de Giscard en URSS. C'est juste. La première question souvent posée par les gens à qui le journal était proposé portait sur la gerbe que Giscard a déposé au mausolée de Lénine ; pourquoi cet hommage au grand dirigeant révolutionnaire ? Ni dans l'édito du 13 ni à aucun endroit du journal, cette information ne figure. Les questions sont nombreuses parce qu'il semble y avoir

P.B. DE ST EGREVE.

«...je suis d'accord à 100 % avec l'article sur la justice en crise et l'interview. Mais il manque quelque chose : c'est quand même un fait historique qu'un juge d'instruction, un homme dont la bourgeoisie attend qu'il soit un soutien fidèle, un bon paillason, se mette depuis

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h



en avant vers les 50 millions

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

gagnons la bataille de la diffusion



POUR FAIRE CONNAITRE LARGEMENT LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

IL EXISTE
- DES AFFICHES
- DES BANDEAUX
- DES AUTO-COLLANTS
- DES AFFICHETTES POUR LES KIOSQUES.
COMMANDEZ CE MATERIEL IL EST A VOTRE DISPOSITION !
QUE CHAQUE LECTEUR DEVIENNE UN PROPAGANDISTE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE !

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))

Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication : Y. CHEVET

Imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



Nous amorçons notre débat, par une présentation de quelques entreprises où nous avons envoyé nos reporters.

SOLLAC ET USINOR EN LORRAINE : en effet depuis des années, les travailleurs de cette région sont les plus touchés par les plans successifs de restructuration de la sidérurgie et nous avons voulu recueillir leur avis sur la crise actuelle.

LA SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE DE NORMANDIE (SMN) à Caen, parce que cette usine est présentée comme s'en sortant relativement mieux que les autres usines sidérurgiques. En enquêtant auprès des ouvriers de cette entreprise, nous avons pu nous rendre compte qu'il n'en était rien.

LIP, UNIMEL, WEIL et BOURGEOIS à Besançon.

LIP, parce qu'un an après la victoire de la lutte, il était important de faire le point et de débattre avec les travailleurs de LIP de la situation d'ensemble.

Unimel, Weil et Bourgeois parce que ce sont des usines qui, en mai et juin de l'an passé, ont été parmi les premières à rompre avec la situation d'attente et d'interrogation face au chantage à la crise. Il était

important, à la rentrée, de voir avec les ouvriers comment se présentait la situation et en quoi le bilan de leurs luttes pouvait aider face à la crise.

La sidérurgie de l'Est, la SMN, LIP, etc... ces enquêtes auprès des travailleurs ne sont que les premiers éléments d'un débat qu'il nous faut élargir à tout le pays, au maximum de lecteurs, au maximum d'entreprises, car il nous concerne tous.

Journalistes et correspondants poursuivent l'enquête avec nos camarades postiers qui ont beaucoup à dire sur la base de leur grande lutte de l'année passée, avec nos camarades de Chausson, de Rhodia Belle Étoile, fer de lance de la lutte contre les restructurations dans la chimie. Mais c'est à vous tous, camarades des diverses entreprises que le débat s'adresse, ce sont vos lettres, vos avis, vos points de vue, vos correspondances qui constitueront les pages du journal pour ce débat auquel nous vous appelons.

Gérard Privat, Yvon Chevet, Stéphane Raynal, seront au téléphone, tous les jours de 13 h à 14 h, pour débattre avec vous.

Caen Société Métallurgique de Normandie

À la sortie de Caen, construite sur le plateau de Colanbelle et de Marcheville, se dresse l'usine de la SMN (Société Métallurgique de Normandie) du groupe Schneider avec ses hauts fourneaux, ses refroidisseurs, ses cheminées qui à longueur de journées crachent leurs volutes de fumée ocre et leurs nuages de vapeur d'eau.

Aux pieds de l'usine, le canal maritime Caen-Ouistreham par lequel arrivent les cargos chargés de charbon de Pologne ou des U.S.A. En face la ville nouvelle d'Hérouville St Clair où les blocs, antassés les uns sur les autres par quartiers, sont isolés les uns des autres par des boulevards intérieurs et extérieurs, une ville qui n'est pas faite pour la rencontre mais pour l'isole-

ment. De nombreux travailleurs de SAVIEM et de la SMN y logent.

Sur le plateau derrière l'usine, à Dardeville, la cité du «Plateau», citée appartenant à l'usine, et où logent les ouvriers d'entretien, afin de les tenir sous la main en cas de panne. C'est un des vestiges de la politique paternaliste de la direction, les loyers sont faibles et les travailleurs jouissent d'un forfait pour l'électricité parce que la SMN en fournit à la ville de Caen.

La cité assez verdoyante où logent aussi contremaîtres et ingénieurs enserme le stade de l'US Normandie, équipe de 3^e division financée par la direction, sur la place se dresse « l'hôtelierie » sorte

de salle de réunions avec appartements où la direction loge ses invités...

L'usine date de 1917, elle fabrique des produits longs (billettes, fer UT, cornières, ronds à béton, fils, treillis soudés...). Elle emploie 6000 personnes dont 4000 ouvriers, en 4/8, 3/8 et 2/8, à signaler que plusieurs laminoirs ne sont pas en feu continu ce qui intéressera les sidérurgistes de Dunkerque ou de la Fensch auxquels leur direction oppose le motif de l'impératif technique à la revendication du dimanche après-midi et de la suppression des feux continus où c'est possible. Pour d'autres laminoirs qui sont en feu continu, cela ne date que de 1969, moyen commode de récupé-

rer par l'intensification du travail les 35 % obtenus par la grève de mai/juin 68...

La situation actuelle de l'entreprise est la suivante : la direction annonce, 2 semaines de chômage partiel, une en novembre et l'autre en décembre, pour toute l'usine : arrêts qui seraient payés à 90 % aux dires de la direction... rien n'est fixé de manière précise et les travailleurs sont maintenus dans l'incertitude. En fait depuis la rentrée l'usine est divisée en 2 :

les secteurs hauts fourneaux et aciérie et train 900 travaillent à plein car la direction aurait des commandes de billettes pour le Moyen Orient, qu'elle se plaint dans «Ouest

France » de vendre à un prix faible, les secteurs laminage où la direction fait travailler à haute cadence, puis arrête officiellement par mesure d'économie d'énergie, en fait nous ont dit des lamineurs « pour pas qu'on prenne l'habitude de travailler moins vite ». D'une semaine au TF 2 à 3 semaines pour le train de 450, des arrêts sont prévus... jusqu'ici la direction a laissé entendre que la plupart de ces ouvriers seraient employés dans d'autres secteurs de l'usine. Mais elle annonçait en même temps qu'il y avait 15% de personnel en trop soit 1000 travailleurs sur les 6000 de l'entreprise. Comment analyser cette situation, que faire ? c'est ce dont nous avons débattu avec les travailleurs de cette entreprise.

sidérurgie lorraine

La Sidérurgie Lorraine, c'est, de Pompey à Villerupt, des milliers de familles ouvrières qui vivent à l'heure des « coulées » de fonte. Ce sont ces vallées de la Fensch et de l'Orne que dominent les longues constructions du géant Sacilor-Sollac. Enfermée entre une voie de chemin de fer et le crachin rougeâtre des usines, la classe ouvrière vit avec ampleur les contraintes que le capitalisme impose dans la vie quotidienne comme dans l'exploitation à l'entreprise. Soumis aux licenciements, de longue date (fermeture de la Société Métallurgique de Koutange, Aubrives-Villerupt, Wendel-Sidelor Honcourt et Micheville, liquidation de mines de fer... depuis les années 60), les sidérurgistes et mineurs de Lorraine ont vécu aussi le « mirage » longtemps attractif de la RFA et du Luxembourg, comme une « solution » à la situation de crise dans la région. Des milliers de jeunes « frontaliers » passent encore, chaque jour, les postes douaniers pour aller se faire exploiter à l'ARBED luxembourgeoise ou chez Michelin, en Sarre !

parc à billettes et au transport, par exemple).

Cette année, la situation est différente. C'est chaque secteur (hormis les cokeries) qui subit successivement les réductions d'horaires (30 h par mois pour les ouvriers de l'aciérie d'Usinor Thionville, arrêt du train à fil de Koutange, 6 jours d'arrêt par mois aux trains finisseurs Sacilor, etc...) et l'intensification généralisée du travail. Et c'est cela qui est directement vécu et compris. Pour les 60 000 salariés de Sollac-Sacilor, cela se traduit par de lourdes pertes de pouvoir d'achat.

Dans le même temps, Bernard, jeune OS 2 d'Usinor Thionville nous fait remarquer que sur son secteur (ramené à 30 h par mois) « On bourre en ce moment. L'équipe d'entretien de la Dolonie, par exemple, vient décrocher les becs des convertisseurs de l'Acierie Thomas entre les coulées, pour éviter tout arrêt. Sans compter que les aciéristes, qui faisaient ce boulot jusqu'à présent, sont occupés à la production sans interruption maintenant. »

Le patronat sidérurgiste orchestre une campagne catastrophiste. Mais Jean-Claude, employé Sollac, a pu nous révéler que la direction rapporte que « les licenciements sont liés à la restructuration nécessaire de la sidérurgie », entreprise de longue date (plan Debré de 66, mesures Dherse de 71, mesures Gaudois aujourd'hui...).

« Toutes les mesures actuelles de chômage partiel s'inscrivent dans une révision de la politique industrielle suivie par le patronat sidérurgique, et annoncent par conséquent des licenciements. C'est la logique des 12 500 suppressions de postes



de 1971 qui reprend. Il faudra bien, en effet, que quelqu'un paye le projet de cokerie Sacilor, la bataille de chien pour le contrôle du nucléaire et l'échec de la Solmer, reconnu par Ferry».

C'est bien en fonction de cette situation que, sans cesse, les travailleurs de la Sidérurgie rencontrés s'interrogeaient sur « le jeu que jouent les patrons ? »

(à suivre)

Besançon

Besançon, c'est la capitale de l'horlogerie. Kelton, Zénith, LIP, autant de noms bien connus de tous. A Palente, en bordure de la forêt de Chaluit, des bâtiments blancs entourés de grillages tout près de la cité d'HLM, c'est LIP. A quelques centaines de mètres, la maison pour tous, quartier général de la lutte, après l'évacuation de l'usine par les flics en août 73. 16 h 15, la sortie : les travailleurs franchissent la grille. On reconnaît les militants syndicaux, les anciens du Comité d'Action. On se salue. Des gars achètent le Quotidien du Peuple et discutent avec les diffuseurs. Un groupe se forme. Les salaires et les classifications sont au centre des discussions, mais aussi des questions plus profondes : est-ce le moment de lutter ? Pouvons-nous gagner dans les conditions actuelles, comment engager la lutte ?

L'usine tourne maintenant. Tous les ouvriers ont été réembauchés. Il y a quelques difficultés de marché, notamment aux USA, mais les carnets de commande sont bien remplis. Neuschwander a même pris une centaine d'intérimaires. Les Lips ont gagné. Pas un seul licenciement, c'est ce qu'ils voulaient, c'est ce qu'ils ont obtenu. C'est une victoire totale malgré les calomnies du P(C)F et de la CGT, et non une victoire partielle comme à Grandin (156 repris sur 526). Mais c'est toujours l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui il faut lutter contre la baisse du pouvoir d'achat, les classifications qui divisent, les mauvaises conditions de travail.

Mais il n'y a pas que l'horlogerie à Besançon. Dans la zone industrielle, plusieurs PME. Il y a notamment Bourgeois, triste-

ment célèbre pour ses mauvaises conditions de travail, ses bas salaires. Dans cette usine de découpage et d'outillage de précision, l'effectif a été « dégraissé » de plus de cent ouvriers ! Mais la production est sensiblement la même, ce qui veut dire que les cadences ont beaucoup augmenté. Les résultats sont désastreux pour les travailleurs : -4^e trimestre 74 : effectif 603, accident 39 -1^{er} trimestre 75 : effectif 535, accident 36.

Les doigts coupés, les mains et les pieds écrasés, les membres cassés, c'est le lot quotidien des travailleurs de chez Bourgeois. Chez Unimel, filiale de la « Générale d'Alimentation », il n'y a pas pour l'instant de menaces sur l'emploi, mais le patron s'arrange pour faire planer l'incertitude.

En mai-juin de cette année, ces boîtes, avec Weil, étaient paralysées par la grève. Les revendications des travailleurs portaient essentiellement sur les salaires. Les frères Weil, patrons de choc, activistes UDR, font trimer dur. « C'est l'usine la plus dure de Besançon », disent les travailleurs. Dans ces usines, la seule réponse aux revendications a été la répression. Bourgeois fiche les « meneurs et autres agitateurs » (notons au passage que Bourgeois, qui avait été séquestré, fut libéré par la police municipale du socialiste Minjoz). Unimel attaque le piquet de grève avec des commandos de la maîtrise.

Ce qui domine à Besançon, tant dans les usines qui marchent que celles qui sont menacées, c'est l'incertitude. Où va-t-on ? Quelle est la part de vérité dans tout ce qu'on raconte ? On revient sans cesse sur ces questions. On sent bien que cela ne peut plus durer. Mais comme le dit cet ouvrier d'Unimel « Il faut être clair, il faut savoir où on va ».

politique

en bref CHATELLERAUT resultat sans surprise

corse

La Cour de Sureté de l'Etat statue aujourd'hui sur la demande de mise en liberté provisoire demandée par Siméoni, responsable de l'ARC. Les autonomistes corses annoncent un meeting, ce soir, à Paris.

cokerie de Drocourt : inculpation d'un ingénieur et d'un contremaître

Le juge d'instruction Capelle, de Béthune, vient d'inculper un ingénieur, M. Delannay, et un contremaître après l'explosion survenue le 6 février à la cokerie des Houillères de Drocourt.

Deux mois après la catastrophe de Liévin, cette explosion avait tué trois ouvriers, Désiré Regnault, Désiré Leclercq et Hubert Charles. Ce dernier habitait à la cité d'Arcy, à Hémin, cette cité que les mineurs appellent « la cité des veuves ». Huit autres ouvriers avaient été brûlés, dont trois très grièvement. L'explosion s'était produite lors de la pose d'un joint sur un collecteur de gaz. La direction de la cokerie savait qu'il y avait une fuite de gaz sur la vanne même où travaillait l'équipe, et donc risqué d'explosion. Un communiqué des Houillères disait que toutes les précautions étaient prises, et qu'il y avait même un infirmier sur place...

Le juge Capelle, qui avait été chargé des dossiers dont le juge Pascal avait été dessaisi se présente comme l'anti-Pascal. « Je fais partie de ces magistrats encore respectueux du secret de l'instruction ». Il se refuse à toute déclaration.

les habitants de Saint-Nazaire refusent le péage du nouveau pont

A l'inauguration du pont qui barre l'estuaire de la Loire, entre Saint-Nazaire et Pornic, le ministre de service a manqué son effet : les travailleurs riverains, principalement ceux de Saint-Nazaire, avaient barré le pont, en exigeant sa gratuité complète. La police est violemment intervenue, sur le pont même. Le péage était prévu de 23 F pour une voiture de tourisme.

l'école de la société libérale avancée

A l'instar de Poniowski et de Lecanuet dans leurs domaines respectifs, Haby veut renforcer le contrôle du pouvoir sur l'enseignement. Il vient d'annoncer ses intentions de renforcer « l'encadrement des enseignants » : « Le gouvernement a défini l'acte éducatif, il a le devoir de contrôler que chacun s'y conforme » a-t-il déclaré. Il a également annoncé qu'il n'était pas question de confier aux universités la responsabilité globale de la formation des maîtres, celle-ci devant relever du ministère de l'éducation ». M. Haby veut des enseignants qui soient de serviles diffuseurs de l'idéologie bourgeoise.

L'importance « nationale » que les partis de la majorité et le PS ont voulu donner aux élections partielles de Châtelleraut auraient pu surprendre. Mais en vue de prochaines échéances électorales, il s'agissait de s'affirmer comme leader de l'Union de la Gauche pour le PS et de la bataille entre UDR et RI pour la première place dans la majorité présidentielle.

La présence simultanée, à la même tribune, de Chirac (UDR) et Poniowski (RI) pour soutenir Abelin (centriste) pouvait avoir la prétention de présenter une majorité présidentielle unie en bloc contre l'opposition ; d'autant qu'Abelin, s'il fait partie de cette majorité depuis 1974, est loin d'avoir l'appui ferme et unanime de l'UDR. Mais dans le match à grand spectacle de jeudi, devant une salle composée uniquement pour faire le plus grand tapage possible, tous les coups n'étaient pas destinés à l'adversaire officiel.

Du côté de la majorité, nous avons pu assister à une compétition Ponia-Chirac. Poniowski, sans doute plus à l'aise pour préparer dans son cabinet ministériel, des mesures contre les masses populaires, n'a pas réussi à donner de l'envergure aux projets des Républicains Indépendants de devenir le premier parti de la majorité, en axant tout un discours sur « les libertés et la sécurité ». Chirac, faisant figure de baroudeur électoral n'a pas ménagé ses efforts pour

évoquer tour à tour les institutions, l'indépendance nationale, la crise et la situation économique et sociale et les réformes nécessaires. Il pouvait alors lui aussi évoquer « les libertés et la sécurité » en coiffant Ponia qu'il présentait comme membre de « son » gouvernement : « La contestation se développe dans notre société avec un recours inadmissible à la violence... Dans les années qui viennent, nous allons assister à la montée des nationalismes et à l'affermissement des régimes autoritaires. Nous allons à contre-courant de l'histoire. Il faudra donc une autorité ferme et libérale ». Il veut ainsi se présenter, lui et l'UDR, comme ceux sur

qui la bourgeoisie peut réellement compter. Ce faisant, il vise à justifier le durcissement policier de l'appareil d'Etat tout en rendant responsable « la contestation qui se développe dans notre société », c'est-à-dire les luttes des masses populaires. Et quand il en vient à s'attaquer à « l'union marxiste » dans un style fasciste, qu'on ne s'y trompe pas ; s'en prenant apparemment à l'union de la gauche, ce que vise Chirac, ce que craint au fond la bourgeoisie, c'est la montée des luttes révolutionnaires. Et la bourgeoisie ne fait pas actuellement confiance à la gauche pour contenir le mouvement des masses.

Du côté de l'opposition, le PS

avait aussi à s'affirmer comme le principal parti de l'union de la gauche. Profitant de l'avance prise au premier tour sur le PCF, il fallait en faire le plus large écho. Mitterrand, l'homme d'une série de gouvernements, l'assassin du peuple algérien, ayant fait ses preuves comme gérant loyal du capitalisme, en personne dans la bataille de Châtelleraut, dénonçait « la pire violence qu'est l'exploitation de l'homme par l'homme » tandis qu'Edith Cresson, malgré l'absence du PCF se jour là, se permettait de se présenter comme la candidate du Programme Commun. En effet, si le PS pouvait hier se présenter comme la seule alternative à la majorité, c'est bien parce que le PCF supplanté dès le premier tour n'était pas au départ du deuxième. Mitterrand n'était pas à Châtelleraut simplement comme leader du PS, mais bien comme leader de l'Union de la Gauche.

Et Jobert dans cette grande mêlée ? Avec un projet politique particulièrement creux, il était réduit à polémiquer avec la salle sur sa petite taille.

Et les masses populaires ? Absentes de la salle de Châtelleraut, comme absentes des préoccupations de tous ces orateurs. Dans cette grotesque foire d'empoigne électorale, les travailleurs peuvent voir dans quelles difficultés la bourgeoisie se débat pour maintenir un pouvoir usé, haï par les masses populaires.



Abelin, ministre de la coopération, dialogue avec Ulla

ouverture de la discussion budgétaire, demain, au Parlement TOUT EST DÉJÀ DÉCIDÉ

La discussion du budget s'ouvre demain à l'Assemblée Nationale. Elle va mobiliser jusqu'à la fin de l'année députés, hauts fonctionnaires et commentateurs de la presse et de la télé. Que doit on en attendre ? Il est utile de rappeler d'abord les limites de ce débat budgétaire.

- Pour l'essentiel le budget de 1976 est déjà arrêté. Il a été préparé dès le mois de mai 1975 dans les ministères par des discussions qui ont permis de régler la plupart des problèmes dans le détail (jusqu'à l'embauche du moindre fonctionnaire supplémentaire). Une synthèse en a été faite et le gouvernement a - dès le 26 septembre - tranché sur les points en suspens. Encore faut-il rappeler que pour 90% les dépenses correspondant à ce qu'on appelle les « services votés », sont reconduites d'année en année et ne font l'objet que d'un vote en bloc, sans discussion.

- Le parlement (l'Assemblée Nationale puis le Sénat) qui sont appelés à donner leur avis sur le projet du gouvernement, a des pouvoirs bien limités :

- il ne peut proposer des dépenses nouvelles ou de diminuer les dépenses de l'Etat en vertu de l'article 40 de la Constitution.

- il ne discute que des grandes lignes du budget, le gouvernement restant seul maître de la répartition détaillée des crédits.

- certains budgets, tel que celui de la Sécurité Sociale par exemple, échappent à son contrôle. Et en plus il doit conclure le débat avant le 1^{er} janvier (en 70 jours maximum) sinon le gouvernement peut mettre en application son budget par ordonnance !

- Le budget est modifié, parfois largement, en cours d'année par des « collectifs budgétaires ». Ainsi le Budget de 1975 a déjà été modifié trois fois (la dernière fois en septembre par le « plan de relance »). Fourcade a déjà annoncé que ce serait le cas pour celui de 1976. Le gouvernement s'est aussi fait accorder la possibilité de modifier la répartition des crédits prévus par le « plan de relance » (et votés par le Parlement) et il veut obtenir celle de modifier les comptes provisionnels (leur montant aussi bien que leur date de versement) de l'impôt sur le revenu pour l'année prochaine.

Ceci donne la mesure du grand débat auquel la presse et la télévision nous convient. Et ça nous éclaire sur la signification des « campagnes de mobilisation » que les révisionnistes déclenchent tous les ans sur le budget, avec délégations, pétitions et manifestations à l'appui. Dans la réalité, la discussion du budget est pour les députés, qu'ils soient UDR, socialistes ou « communistes », l'occasion de se rappeler au souvenir de leurs électeurs, ainsi que le montre le long défilé (des milliers d'interventions sont prévues) des lamentations sur le sort de telle commune ou de telle catégorie socio-professionnelle. Et le nombre de députés de droite ou de « gauche » ne change rien au problème.

Jacques DUBREUIL

Nous reviendrons demain et les jours suivants sur la signification de ce budget 1976 (quelle politique économique sert le budget, d'où viennent les recettes, comment sont orientées les dépenses...)

«LE SUICIDE DE MONSIEUR X»

Patrice des Moutis, alias M. X a été retrouvé mort dans le jardin de sa propriété à St Cloud. On affirme qu'il s'est suicidé en se tirant une cartouche de fusil de chasse dans la bouche.

Monsieur X dirigeait un des principaux cabinets d'expertises d'assurances de France, mais il était surtout connu pour ses démêlés avec le PMU, à propos du prix de Bordeaux et du prix Bride Abattue qui lui avaient valu plusieurs inculpations et 142 jours de détention préventive. Il était également un des propriétaires du journal « Le Meilleur », qui mélangeait les pronostics de courses avec des informations générales traitées de manière à faire sensation. La dernière page de son numéro de samedi est révélatrice à cet égard (voir encart).

Très lié au milieu des courses : entraîneurs, propriétaires et truands, Patrice des Moutis réussissait, grâce à ses connaissances des combines de ce milieu, en utilisant le calcul des probabilités et surtout en engageant de gros paris, à gagner des sommes importantes. C'est pour contrecarrer ses méthodes que le PMU avait institué un règlement limitant les enjeux pour une même personne.

Poursuivi dans l'affaire du prix Bride Abattue où les favoris retenus par leur jockey avaient laissé les tocards remporter l'épreuve, M. X est mort après l'exécution par le milieu du truand Ascione et le suicide du Jockey Durry. Tout le déroulement de l'affaire a mis en évidence le truage à grande échelle des courses, la main-mise du milieu sur ce monde des courses, de concert avec des hommes en vue de la bourgeoisie.

Les courses de chevaux, et les paris, du fait de la masse d'argent qu'elles entraînent attirent inévitable-

ment capitalistes, vedettes, divers truands et surtout l'Etat qui est le plus gros bénéficiaire. C'est parce qu'il était devenu dangereux ou gênant pour les uns et les autres que M. X a finalement été éliminé.

COMBIEN VOUS VALEZ

le meilleur EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL



« Le Meilleur », journal qui a bâti son succès sur ses pronostics hippiques, en particulier ceux de M. X se destine aux travailleurs. Pour bien montrer qu'il « s'intéresse » au sort des ouvriers, il publie cette photo ignoble dans son dernier numéro : les chiffres des pensions qui peuvent être versées en cas d'accident du travail. Pour un œil : 81 750 francs, pour la main droite 133 000 francs, pour un pied 82 000 francs, etc.

« Le Meilleur » a un point de vue de maquignon sur les travailleurs qu'il estime de la même manière que les chevaux, exactement comme font les patrons qui calculent dans leurs coûts de production les pertes pouvant leur occasionner les accidents du travail.

MEUBLES DE STYLE (TOUL)

«si c'est comme ça ... on ne paiera pas nos loyers et nos impôts...»

Après l'incendie de l'usine en juin, le patron décidait de fermer. Cent-vingt travailleurs étaient ainsi mis au chômage, mais non licenciés. Ils ont exigé et obtenu le paiement de leur salaire à 90 % par l'ASSEDIC. Après trois mois d'attente, presque tous sont encore au chômage. Devant la lenteur du patron, ils décident d'occuper l'usine, le 8 octobre. (cf. Quotidien du Peuple du 13 / 10)

La riposte de la bourgeoisie ne se fait pas attendre : citation en référé pour faire évacuer l'usine, lettres de l'ASSEDIC annonçant la réduction du paiement jusqu'à 45 %, sous prétexte de manque d'attestations, de recherche d'emploi.

« C'est une manœuvre de division, il y en a qui restent à 90 %, d'autres passent à 45 ou 60 % ». « Nous ne sommes pas licenciés, nous n'avons pas à fournir d'attestation, on veut travailler, mais dans notre boîte ». Telles sont les réactions des travailleurs, comme cette femme mère de trois enfants : « Avec 45 % du salaire, on ne peut pas vivre, on avait déjà du mal avant ! Si c'est comme ça, on ne paiera pas nos loyers et nos impôts. »



La réponse a été unanime, et c'est quarante travailleurs qui sont allés demander des comptes au directeur de l'ASSEDIC, qui s'est retranché derrière les lois. « Vous êtes chômeurs, vous devez fournir des attestations ». « Alors, vous pouvez nous en donner, vous » demande un travailleur. La réponse du directeur de l'ANPE est plus qu'embarrassée...

Autre riposte des travailleurs, une manifestation à Toul, qui a rassemblé environ 300 personnes. Manifestation combative, où résonnaient les mots d'ordre : « Non au chômage, non aux licenciements ! »

Cependant, les travailleurs des « Meubles » doivent rester vigilants. Leur lutte a en effet valeur d'exemple, dans une ville sous-industrialisée dont de nombreux habitants doivent aller travailler ailleurs, et qui connaît beaucoup de chômage partiel et de licenciements. « Voilà six mois que nous n'avons plus d'offres d'emplois féminins » disait la secrétaire de l'ANPE.

Les travailleurs se sont organisés pour durer, pour gagner. Un Comité de Grève a été élu, et une Assemblée Générale quotidienne permet de débattre des problèmes : fallait-il au départ donner ces attestations ou les refuser ? Comment vaincre ? Comment populariser la lutte ? Faut-il reprendre la production ?

Comme le scandiaient les travailleurs à la manifestation, « Meubles de style vivra, Meubles de style vaincra. »

Une autre fabrique de meubles, le « Style Meusien » près de Verdun, est, elle aussi, occupée.

Le patron, en fermant boutique, espérait détruire une section syndicale très combative. Mais c'est l'inverse qui est arrivé.

Les ouvriers ont refusé la solution de coopérative qui leur était proposée.

Des rencontres entre le « Style Meusien » et « des Meubles de Style Français » sont envisagées, elles permettraient d'échanger les expériences de lutte.

Marcel Meyer,
Correspondant Nancy.

«la douceur angevine» ?

ARTHUS (moteurs électriques) à Avrillé. Grève pour des augmentations de salaire, une prime de 100 F pour tous, le 13ème mois et une prime de transport.

D.B.A. (matériel pour automobile). Débrayages par ateliers pour l'obtention d'une prime de 300 F et les 40 h sans perte de salaire.

CATLIN. Occupation contre la fermeture.

CIBIE (accessoires pour l'automobile). Grèves tournantes pour exiger les mêmes salaires qu'à l'usine de Bobigny ainsi que l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes.

ERNAULT-SOMUA (machines-outils) à Cholet. Débrayages quotidiens pour une augmentation uniforme de 200 F ; la réduction du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite, sans diminution de salaire.

OMFORT (chariots élévateurs). 95% du personnel en grève pour de meilleurs salaires, le 13^e mois, une prime de transport et la révision des classifications.

SORETEX :

Plus de 1300 personnes travaillent dans cette usine d'Angers qui produit des ascenseurs.

En février 75, des réductions d'horaires entraînent une importante baisse de salaire.

Début septembre, la direction refuse toute négociation.

Jeudi 23 septembre, devant cette absence de réponse de la direction, les travailleurs séquestrent les patrons et occupent les locaux. Les revendications : compensation de la perte de salaire due aux réductions d'horaires, amélioration des conditions de travail, droits syndicaux.

La direction maintient ses positions et traîne devant les tribunaux quatre délégués syndicaux (par rapport à la séquestration) et annonce le licenciement de 20 militants syndicaux.

Devant cette répression, la lutte s'amplifie, des collectes s'organisent, une trentaine de mensuels des bureaux entrent dans l'action par solidarité.

Les négociations piétinent, et le 15 Octobre, les bureaux sont à nouveau bloqués pendant deux heures.

La lutte continue, de nouvelles actions sont prévues.

Correspondant Angers

(Maître du Chemin de Vaubergnier !) : « Vous savez, nous dit-il, ce sont de grands enfants, il faut tout leur dire. Oui, bien sûr, je suis allé à la préfecture, on m'avait promis que, pour le mois de mars, ils seraient tous relogés, mais depuis il y a eu des prioritaires. »

Et lorsqu'on lui explique que la politique de coup de frein à l'immigration ne va sûrement pas avec un programme de relogement... « Oui, vous avez peut-être raison, mais que faire ? Si vous faites quelque chose, vous allez indisposer l'administration et ils n'auront rien. »

Que faire... Ce n'est certes pas la bourgeoisie qui fera quelque chose, ou seulement si elle y est contrainte et forcée. Ce n'est pas non plus les élus locaux qui prendront le problème en main. « Ces gens là », comme ils disent en parlant des

travailleurs immigrés, ne sont pas des électeurs « et puis les problèmes avec les immigrés, il y en a tellement... »

Non la solution, elle est dans la lutte, dans la lutte contre ce système de profit et de négation de la dignité humaine. C'est à nous, tous ensemble d'imposer la solution.

Comité de Lutte
contre le Chômage - 18°

AIR FRANCE :

Plus de 5 000 travailleurs d'Air France sont venus manifester, vendredi, devant la tour Montparnasse, et ont ensuite piqué-niqué sur les pelouses suspendues du square Max-Hymans, devant le siège de la direction générale d'Air France. Depuis une semaine, les débrayages de 4 heures avec manifestations se succèdent, contre le blocage des salaires et la menace de nouveaux licenciements.

la grève nationale dans les mines

La grève de 24 heures dans les mines, appelée par les syndicats, vendredi dernier, a été très diversement suivie. Observée à environ 85 % dans le centre et le midi, elle a été suivie à 50 %, en moyenne, en Lorraine et dans le Nord-Pas-de-Calais.

Les mineurs s'interrogeaient sur la cible exacte de cette journée, organisée sans discussion avec eux. Les syndicats parlent de « revalorisation de la profession minière », sans souffler mot sur l'accroissement du rendement pourtant vivement dénoncé par les mineurs.

« Ce qu'aurait dû faire les responsables, nous a dit un mineur du 4 de Lens, c'est un meeting où on discute, où on vote à mains levées. Nous, en 63, on était au piquet de grève, aujourd'hui encore, on est prêt à lutter et même longtemps, mais il faut que ça vaille le coup. Je crois que le mieux à faire est de descendre au fond, de travailler en réduisant les cadences. Là, ça fera pression sur les patrons, surtout qu'ils nous font bourrer en ce moment. »

le peuple au quotidien

LA JOURNÉE D'UN MINEUR

« Un jour, ma mère m'a pris par la main et m'a mené à la mine, c'était le 6 novembre 1941. C'est comme ça que j'ai été embauché. »

En effet, Pierre, mineur de fond et fils de mineur comme la grande majorité, travaille depuis plus de 30 ans à la mine. Marié et père de trois enfants, il habite à Montceau-les-Mines.

Il a travaillé à l'abattage du charbon. Blessé à la colonne vertébrale, il a dû abandonner ce travail et, maintenant il est sur une tête motrice (convoyeur). « Inutile de dire que mon salaire a diminué... et même pas mal... » En effet, malgré la pension de 20 % accordée, cela n'a pas compensé la perte de salaire. Pierre explique pourquoi : « Quand on a établi mon taux, je ne travaillais déjà plus au charbon depuis un an ; mon salaire était inférieur et de ce fait ma pension n'est pas très élevée. »

Et même sans les accidents qui sont nombreux, le mineur voit progressivement son salaire diminuer au fil des ans. Avec le vieillissement, la perte de ses forces, de sa santé, il cesse d'intéresser les Houillères qui le déclassent. Un de ses camarades, de mineur « au charbon » est devenu boiseur, pour finir actuellement manœuvre avec à chaque fois bien sûr une perte de salaire.

Ce matin, Pierre s'est levé à 2 h 30, parce qu'il prend le car à 3 h 10. C'est le temps qu'il faut pour faire sa toilette, prendre son bol de café et rejoindre l'arrêt du car. Le puits est à 15 km ; il faut à peu près trois quarts d'heure de trajet. Il reste alors un quart d'heure pour se changer avant la descente de la cage.

Trois-quarts d'heure pour 15 kilomètres parce que le car doit parcourir les coronas et faire de nombreux arrêts pour ramasser les mineurs qui vont au puits. Il faut donc compter au moins une heure et demie de transport par jour. « Avant, les mineurs habitaient autour de leur puits dans la cité. Avec la fermeture progressive de la mine, tout le monde va travailler sur deux puits qui restent. »

En voiture, on irait plus vite au puits mais beaucoup de mineurs étant encore jeunes, n'avaient pas vu la nécessité d'en acheter avant la récession. Maintenant, les bas salaires limitent les possibilités. Pierre poursuit le parallèle avec autrefois : « Jusque dans les années 48, un mineur gagnait autant qu'un chef de poste ou qu'un maître mineur, c'est loin d'être le cas maintenant... et ce n'est pas les augmentations au pourcentage qui vont réduire l'écart. »

En maintenant le mineur éloigné de son coron une plus grande partie de la journée, la récession rogne un temps consacré à la détente, au petit jardin derrière la maison, qu'ont beaucoup de mineurs, à la rencontre avec la famille, les camarades, dans le coron qui était un lieu traditionnel de solidarité ouvrière.

Cette situation engendrée par la récession est encore aggravée par la relance partielle du charbon, telle qu'elle est organisée par les Houillères. Jusqu'à l'année passée, il y avait trois postes de 8 h ; dans un souci de rendement supplémentaire, les Houillères ont créé en plus pour les mineurs « au charbon » quatre nouveaux postes de 8 h (2 à 12 h - 12 à 20 h - 7 à 15 h et 14 à 22 h). Les mineurs d'un même coron ont des horaires de plus en plus différents et pour chacun, tout est décalé, sans tenir compte de la vie de famille et de la santé.

« La semaine prochaine, dit Pierre, pour partir à 11 h, il faudrait que je mange à 10 h, à cette heure là on n'a pas faim, ça décale de trois heures, je ferai un repas normal en rentrant à 9 h... il faut donc emmener un bon casse-croûte... à manger sur place, dans la poussière, car la production n'arrête pas. Ces semaines-là, on ne peut rien faire. »

Pierre vit chaque semaine une journée différente. La dernière semaine permet un repas normal à midi, mais le soir, quand Pierre sera de retour, à 23 h, il trouvera femme et enfants couchés. Il devra faire réchauffer le repas, à manger seul, préparé par sa femme qui, dans la journée fait des ménages, pour compléter le salaire trop bas de la mine.

Récession et relance partielle : les Houillères se jouent de la vie des travailleurs.

travailleurs immigrés le droit au logement

Quatre pièces, 60 personnes, un seul point d'eau dans la cour, des murs qui ruissellent... A Paris, en plein 18^e arrondissement, c'est le foyer de la rue Caillée.

« Tu vois, nous dit le responsable, c'est tout ce que nous avons, on a tout essayé, même de voir un avocat. Cela nous a coûté de l'argent et puis... rien. »

Nous sommes allés voir l'avocat

histoire du mouvement ouvrier

" C'EST NOUS LES CANUTS "

Dans la première moitié du 19^e siècle, démarrage lent, mais sûr du machinisme, surtout dans le secteur textile : roues hydrauliques plus machines à vapeur obligent au regroupement des travailleurs dans un même lieu et permettent une utilisation plus systématique, une exploitation plus féroce de cette main d'œuvre.

A Lyon, Jacquard, vers 1805, met au point un métier à tisser la soie qui va donner un essor considérable à la ville. En 10 ans, de 1814 à 1824, le nombre des métiers triple.

Ces machines, dans les mains d'un patronat avide de faire fortune en quelques années, déterminent de terribles conditions de travail et d'existence : les anciens paysans, déracinés de leur campagne par le fait que leur travail artisanal à domicile n'était plus compétitif, vont se trouver à la merci des employeurs : journées de labeur interminables (14-16 h.), insécurité constante de l'emploi ; un salaire dérisoire qui ne permet pas de nourrir, même de pain et de soupe claire, une famille ; donc obligation d'envoyer s'étioler ou mourir à la fabrique les mères et les enfants ; entassement dans les taudis des quartiers malsains des villes.

Comment lutter contre cette exploitation féroce ? La bourgeoisie, dès sa prise de pouvoir, avait promulgué une loi anti-peuple, la fameuse loi Le Chapelier (1791) qui interdit toute association et toute grève, sous peine de sanctions très graves, d'années de prison. Loi que s'empresse de renforcer ce bon valet de la bourgeoisie que fut Napoléon 1^{er}.

Sur le plan politique, ils n'ont aucun droit ; mais lorsqu'en 1830, la bourgeoisie industrielle et financière voudra écartier du pouvoir une aristocratie qui freine son essor, les ouvriers, menacés de chômage, descendent dans la rue, font le coup de feu et contribuent à renverser l'équipe de la Restauration. En même temps qu'ils prennent conscience de la force qu'ils constituent, ils comprennent aussi, lorsqu'ils se voient refuser des augmentations de salaire par la nouvelle fraction de la classe dominante, qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes.

COALITION OUVRIERE POUR UN TARIF MINIMUM

Dans l'entassement des fabriques et des quartiers populaires, va se développer une arme qui n'existait pas lorsque le travailleur vivait dans l'isolement des campagnes : le nombre, le regroupement de forces, l'union, la solidarité.

Et c'est précisément cette arme-là que vont utiliser pour la première fois dans l'histoire les ouvriers de la soie à Lyon en 1831.

Ils avaient toutes les raisons d'être en colère, les Canuts ; lors de la Révolution de 1830, ils avaient épaulé la bourgeoisie libérale de leur ville pour l'aider à renverser la vieille monarchie caduque de la Restauration.

Cette bourgeoisie, représentée par les négociants-fabricants, qui s'était emparée des postes-clés du pouvoir local, en avait profité pour imposer sa loi : il s'était produit une baisse importante des salaires (jusqu'à 30 %) et cela à un moment où, faute de commandes, un bon tiers des métiers restaient inactifs. De plus, les récents événements avaient amené une forte augmentation des denrées alimentaires.

Pour mieux peindre cette période, nous aurons recours au témoignage d'un ouvrier lyonnais, Joseph Benoit, qui a vécu cette insurrection des Canuts et l'évoque dans son livre «Confessions d'un prolétaire».

«Par la diminution successive dans les prix des façons, les ouvriers avaient été réduits à la condition la plus misérable et la plus précaire ; il ne leur était plus possible de vivre et de procurer le nécessaire à leurs familles. Aussi voyait-on dans les rues et sur les places publiques ces ouvriers à la face blême et souffrante, leurs femmes et leurs enfants en haillons n'accusaient que trop l'état de souffrances dans lequel ils étaient réduits. Mais les négociants-fabricants demeuraient insensibles et profitaient en

core de cette misère pour obtenir de meilleures conditions de la part de ces malheureux. Bien plus, comme le nombre des métiers était supérieur aux besoins de la production demandée, les ouvriers obtenaient la préférence moyennant une concession sur le prix du salaire. Pour les ouvrières, la situation était encore aggravée par de révoltantes propositions du maître ou de ses employés, et souvent elles n'obtenaient un peu de travail qu'au prix d'infâmes complaisances».

Devant cette insécurité de l'emploi, les Canuts s'étaient regroupés,

les Canuts

Aristide Bruand écrit en 1910 cette chanson, à la mémoire de la révolte des Canuts.

Pour chanter «Veni Creator»
Il faut avoir chasubles d'or.
Nous en tissons pour vous
Gens de l'Église,
Mais nous pauvres canuts, n'avons point de chemises.
Nous sommes les Canuts
Nous allons tout nus.

Pour gouverner, il faut avoir
Manteaux et rubans en sautoir.
Nous en tissons pour vous
Grands de la terre,
Mais nous pauvres canuts, sans draps on nous enterre.
Nous sommes les Canuts
Nous allons tout nus.

Mais notre règne arrivera
Quand votre règne finira.
Nous tisserons alors
Le linceul du vieux monde,
Car on entend déjà la révolte qui gronde.
Nous sommes les Canuts
Nous n'irons plus nus.



constituant des Sociétés Mutualistes, sortes de syndicats camouflés puisque la loi Le Chapelier de 1791, interdisait à la fois l'association et la grève.

En octobre 1831, face à l'aggravation de leur situation, les ouvriers soyeux multiplient les assemblées, organisent les élections de délégués, constituent un comité des mutualistes.

Des négociations sont menées pour la reconnaissance d'un tarif minimum, sorte de SMIC, permettant aux travailleurs de ne pas manquer de pain. Cette revendication, en elle-même, remettait en question les rapports patrons-ouvriers, et c'est un des aspects très positifs de ce mouvement des Canuts. Exiger un tarif minimum, c'était en effet porter atteinte au droit sacro-saint du patron, maître chez lui, maître de baisser les salaires, d'allonger la journée de labeur, de jeter à la porte les travailleurs selon son bon plaisir. Et ce fut vraiment la présence massive de la classe ouvrière qui arracha ce tarif : le jour où l'accord devait se conclure, il fut décidé de faire une grande manifestation dans les rues de la ville ; 6 000 ouvriers, groupés en sorte d'escouades, parcoururent ainsi la ville, calmes mais résolus.

Victoire : l'accord est signé.

Signé oui, mais pas appliqué vraiment. Immédiatement contesté par une centaine de fabricants qui protestent auprès du banquier-ministre Casimir Périer, lui-même hostile à cette idée de contrat avec des travailleurs.

Alors, de nouveau, les Canuts font des assemblées, renvoient le problème. Et décident de faire une nouvelle démonstration pacifique dans les rues de Lyon, le 21 novembre. Mais, précise Joseph Benoit :

«L'autorité militaire avait fait occuper les points principaux de la cité par des détachements de la garde nationale et de la troupe de ligne, et des postes avancés de la garde nationale venaient jusqu'aux portes de la Croix-Rousse provoquer les ouvriers par les insultes les plus grossières et les plus déplacées.

Ces premiers agresseurs furent repoussés par les ouvriers avec les armes inoffensives qu'ils trouvaient à leur portée, et ils furent forcés de

battre en retraite par cette rue rapide appelée Grande-Côte qui établissait la communication de l'intérieur de la ville avec les faubourgs de la Croix-Rousse. Mais, à leur tour, les ouvriers furent forcés de se replier par les colonnes de soldats et de la garde nationale qui les refoulaient à coups de fusils et de baïonnettes. Dans cette attaque, il y eut du sang versé ; des morts et des blessés gisaient à terre ; leurs cadavres et leurs blessures exposés sur les dalles des portes ou sur le pavé de la rue qu'ils avaient teint de leur sang criaient vengeance...»

APPEL AUX OUVRIERS LYONNAIS

Des magistrats perfides ont perdu de fait leurs droits à la confiance publique : une barrière de cadavres s'élève entre eux et nous, tout arrangement devient donc impossible. Lyon, glorieuse, émancipée par ses enfants, doit avoir des magistrats de son choix : des magistrats dont l'habit ne soit pas souillé du sang de leurs frères !

Nos Défenseurs nommeront des Syndics définitifs pour présider avec toutes les corporations respectives à la représentation de la ville et du département du Rhône.

Lyon aura ses comices en assemblées primaires : les besoins du peuple provincial seront enfin entendus, et une nouvelle Garde Citoyenne sera organisée... Plus de charlatanisme ministériel pour nous en imposer.

Soldats, vous avez été égares : venez à nous, vos blessés vous diront si nous sommes vos frères.

Garçons Nationaux, des ordres donnés par des hommes perfides et infamés ont compromis votre habit. Vos casques doivent être froissés : rendez-vous à nous pour maintenir l'ordre.

Nous sommes sûrs qu'au premier appel chacun de nous se trouvera sur les places d'armes respectives.

Tous les bons Citoyens s'empresseront à rétablir la confiance en renversant les magots.

L'arrivé de la vraie liberté brille depuis ce matin sur notre ville : que nos soldats agissent !

VIVE LA VRAIE LIBERTÉ !
Lyon, le 23 novembre 1831.

Pour la commission des canuts :
Lacour, Secrétaire, Frédéric, Vice-Président,
Charpentier et Lachapelle, Syndics.

LYON-Imprimerie de Chénouillet, rue Charbon, 1

vembre, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier une grande cité industrielle comme Lyon est aux mains des travailleurs. C'est le point fort de cette révolte.

Le point faible - mais, à cette phase du mouvement, il ne pouvait en être autrement - c'est l'hésitation, la non entente pour gérer cette ville arrachée à la classe dominante par les armes, trop de travailleurs faisant encore confiance aux notables pour défendre leurs intérêts.

Il y eut toutefois un embryon de pouvoir populaire, sous la forme

la grande peur de la bourgeoisie

« Il ne faut rien dissimuler ; car à quoi bon les feintes et les résistances ? La sédition de Lyon a révélé un grave secret, celui de la lutte intestine qui a lieu dans la société entre la classe qui possède et celle qui ne possède pas ».

« Notre société commerciale et industrielle a sa plaie comme toutes les autres sociétés ; cette plaie, ce sont les ouvriers. Point de fabriques sans ouvriers, et, avec une population d'ouvriers toujours croissante et toujours nécessaire, point de repos pour la société. Otez le commerce, notre société languit, s'arrête, meurt. Avivez, développez, multipliez le commerce, vous multipliez en même temps une population prolétaire, qui vit au

jour le jour et à qui le moindre accident peut ôter ses moyens de subsister ».

« Cherchez dans chaque ville manufacturière quel est le nombre relatif de la classe industrielle et marchande et de la classe ouvrière, vous serez effrayé de la disproportion. Chaque fabricant vit dans sa fabrique comme les planteurs des colonies au milieu de leurs esclaves, un contre cent ; et la sédition de Lyon est une espèce d'insurrection de Saint-Domingue ».

« Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières ».

(Journal des débats, 1831).

"VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT"

Cette violence des «forces de l'ordre» ne fit qu'exacerber la volonté de résistance des Canuts. Une troupe de 350 ouvriers, venus de la Guillotière, rejoint leurs camarades de la Croix-Rousse. D'autres arrivent de faubourgs plus lointains. En passant, on s'arme de pioches ou de fusils dans les quincailleries, les armureries.

Dans la matinée du 22 novembre, la solidarité ouvrière s'étend aux autres corps de métier. Et bientôt, c'est un combat généralisé qui se mène dans toute la ville : il y aura plus de 600 morts et blessés. Les gardes nationaux sont dispersés ; les soldats, eux, hésitent à tirer sur leurs frères.

On peut dire qu'au soir du 22 no-

d'un «Etat-major provisoire», qui lança un appel à la population

Une atmosphère pacifiste s'installa bientôt dans la ville. Et lorsqu'une véritable armée - 20 000 hommes - investit la ville, il n'y eut pratiquement pas de résistance.

Toutefois, cette révolte des Canuts aura une grande résonance politique en France et même en Europe. Elle dessinera plus nettement l'antagonisme de classe et mettra l'accent sur le rôle prépondérant de l'union et de la violence ouvrières, sur la nécessité d'organiser, de structurer le plus possible cette force redoutable du prolétariat naissant, pour que la révolte devienne révolution. Elle sera la première répétition héroïque d'affrontements de plus en plus durs et de plus en plus élaborés par la réflexion prolétarienne.

Paule Sacconey

SAMEDI SOIR SUR ANTENNE 2

VIE DE PATRON, VIE DE PANTIN

une vieille rengaine
de la bourgeoisie

«Un patron, c'est un homme comme les autres ; un homme qui aime sa famille et, s'il peut perdre sa sensibilité, ce n'est pas de sa faute, ce sont les aléas du métier de capitaliste». Voilà brièvement ce que raconte le film de Yannick Andreï, «La mort du pantin» qu'Antenne 2 a présenté samedi soir à 20 h 30.

François Morel est le patron d'une boîte de 112 ouvriers. Sa carrière marche bien. Sa morale : le réalisme. On nous le montre dur, inflexible, poussant son fils aîné à se tailler une place de cadre, approuvant sa fille Cécile qui change de gigolo chaque semaine, ignorant sa femme et détestant son fils cadet, Laurent qui «n'arrivera à rien». Bref, on nous présente un patron qui semble être, au début, regardé sous un jour critique. C'est essentiel pour développer la théorie qui va s'étaler dans toute la suite du film.

UNE VIEILLE RENGAINÉ CONTRE LA CONSCIENCE DE CLASSE

Inévitablement, ce qui se développe dans le peuple, c'est sa conscience qu'il forme un tout, que nous sommes tous opposés à ceux qui nous exploitent, que notre intérêt c'est de lutter contre le système capitaliste. Et cette conscience prolétarienne, la bourgeoisie la craint ; c'est pour cela qu'elle développe des théories contraires. Aujourd'hui, lorsqu'elle nous demande de serrer les coudes avec elle devant la crise, elle s'appuie sur sa plus vieille rengaine idéologique qui prétend que nous serions tous des individus, qu'il n'y a pas les exploités d'un côté, et les exploités de l'autre mais simplement des hommes qui occupent des postes différents suivant leurs aptitudes. Pour gommer le fossé infranchissable qui existe entre le peuple et elle, la bourgeoisie s'appuie sur ce qu'il peut y avoir de semblable entre les êtres humains, certaines maladies par exemple.

François Morel apprend qu'il a un cancer et qu'il peut mourir d'un instant à l'autre. De longs plans suivent son angoisse. La volonté du réalisateur est claire ; il s'agit de nous faire penser : «Ce patron, c'est un homme qui souffre, un homme comme les autres.» Du patron qu'on peut croiser à la grille de sa boîte, Morel devient un malade qui veut rester digne et qu'il faudrait absoudre de tout. Mais les scènes qui succèdent à cet épisode vont plus loin. Morel

classique. La vie et le bonheur ce seraient des grands sentiments familiaux et cela le patron le découvre. Le film se termine dans un parc, où il se promène en toussotant. On ne sait pas combien de temps il va pouvoir profiter de son «bonheur» que le métier de patron lui avait fait oublier.

La conclusion que nous devrions en tirer est claire. Le «bonheur», c'est de pouvoir vivre en famille et les patrons ne



Mammouth : les travailleurs demandent des comptes au patron

redécouvrir la vie - entendez la «vie» telle que la voit Moustier, l'auteur de la dramatique -. Il nous livre sa conception du monde. Non seulement, nous sommes tous égaux devant la mort et la maladie, mais le secret du bonheur est le même pour tout le monde : il suffit de vivre sa vie de famille, de prendre son temps et l'on ne mènera pas une vie de pantin. Morel se promène avec sa femme, prend le temps de discuter avec son fils et sermonne sa fille Cécile. Tout rentre dans l'ordre à coup de grands regards languissants avec le ton d'une dramatique

sont pas de ceux qui peuvent le faire. La logique du film est de nous faire croire que nous avons bien de la chance, nous qui ne sommes pas «débordés» de la responsabilité de gérer un capital.

Ce que cette vieille rengaine bourgeoise n'explique pas, et pour cause, c'est pourquoi, si cela les empêche tellement d'être heureux, les patrons sont si acharnés dans leur course au profit.

Claude VILLARD

feuilleton

memoires et aventures
d'un prolétairede Norbert
Truquin

Résumé
NORBERT accompagne 3 ingénieurs parisiens venus en Algérie pour y étudier le relief. La caravane est en pleine montagne.

Après avoir passé le Sig, les ingénieurs qui trouvaient les mulets trop chargés pour pénétrer dans la montagne, donnèrent l'ordre d'abandonner une partie du vin ; mais cela ne faisait pas notre affaire et à nous quatre, nous nous partageâmes ces vins exquis. A Mascara, on doubla la caravane en mulets et en chevaux et nous fûmes très bien traités pendant les douze jours que nous y restâmes. Pendant les deux mois que dura cette excursion, j'acquis la certitude qu'un capitaliste ou un fonctionnaire consomme bien autant que

douze casseurs de pierre, et même davantage. Pour mon compte, ce que je dépensais par jour en gourmandises et en vins fins, je ne l'aurais pas gagné en un mois en travaillant sur la route.

Dégoûté de l'agriculture et de l'Algérie, je me décidai à retourner en France afin d'y apprendre un état. Pour me procurer les frais de passage, j'allai travailler à la saline avec le fils de ma belle-mère...

MON RETOUR EN FRANCE.

Je me dirigeai sur Aigues-Mortes, puis de là sur Valence. Je faisais des économies. Dans la journée, j'achetais du pain que j'allais manger sur le bord de quelque ruisseau ; le soir j'allais souper et dormir à l'auberge. Je recherchais d'abord les petites auberges, mais on y

comptait mes dépenses à part et la cuisine y est rarement bonne. Revenu de mon erreur, je fréquentais les grandes auberges où pour 3 frs je soldais toutes mes dépenses mais au moins je soupais confortablement et j'avais la force de continuer ma route le lendemain.

A quelques lieues de Valence, je m'assis sous un noyer, et la fantaisie me prit d'abattre quelques noix que je mangeai sous l'arbre même. Je me livrais au travail de la mastication avec autant de tranquillité que si j'avais acheté les noix, lorsque s'offrit à ma vue un grand diable de garçon qui tenait un bâton à la main, il me demanda qui m'avait autorisé à voler ses noix. C'est vrai, lui dis-je, j'ai eu tort ; j'ai agi sans réflexion ; voulez-vous accepter une bouteille à la première auberge ? - «Moi, fit-il, accepter quelque chose d'un voleur ! C'est

une volée de coups de bâton que je vais vous flanquer.» - J'avais aussi un bâton qu'il n'avait peut-être pas aperçu ; je le prends vivement et me mets en défense. Puisque c'est comme cela, répliquai-je, avancez donc ! - En voyant mon attitude peu rassurante, il devient pâle. - «Mon cher ami, lui dis-je, il s'agit d'une péccadille ; arrangeons-nous à l'amiable ; j'ai eu tort de prendre vos noix, je l'avoue ; mais je suis un voyageur et non un voleur.» Je vois bien que vous voyagez, reprit-il, mais faut-il donc que nous plantions de la vigne et des noyers pour les voyageurs, nous qui devons payer des journées et des impositions ? Vous voyez bien que nous sommes forcés d'être rigides ! Je le décidai néanmoins à accepter la bouteille. Tout en trinquant, je lui dis ; je sais bien que je suis un voleur ; je ne prétends pas avoir

raison ; mais pourrait-on trouver sur la terre un homme qui n'ait jamais rien volé ? En commençant par l'empereur, ajoutai-je hardiment, n'est-il pas le plus grand voleur de la nation ? - Mais, reprit-il, ses traitements ne lui ont-ils pas été accordés par l'Assemblée ? - Oui, mais ne s'est-il pas imposé, lui et ses traitements par la force ? Par un coup d'Etat ? Il est, ainsi que tous ceux qui sont à la tête des affaires, un voleur avéré ; s'il n'avait pas réussi, il aurait été condamné comme tel. Reconnaissons donc ceux qui sont dans les bagnes ne sont pas les plus grands voleurs, mais les plus pauvres tandis que ceux qui ont de l'argent, le pouvoir et les autres avantages sociaux trouvent toujours des juges pour absoudre leurs méfaits et des flatteurs pour les applaudir !

(à suivre)

programme

LUNDI 20 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : Feuilleton en trente épisodes d'Alain Page. Réalisation : Claude Grinberg
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - LA VIE DE CHÂTEAU : Film français de Jean-Paul Rappeneau
22 h 00 - ENTRETIEN AVEC CATHERINE DENEUVE
22 h 50 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES : Jeu de Pierre Bellemare
21 h 45 - CROMWELL : Film anglais de Ken Hughes (1970) version française.
22 h 45 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - PRESTIGE DU CINÉMA : MALPERTUIS ; Film franco-belge de Harry Kumel (1971)
22 h 15 - JOURNAL et fin

MARDI 21 OCTOBRE

TF 1

18 h 15 - A LA BONNE HEURE
19 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : feuilleton en trente épisodes
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - QUOI ? DE QUI ? : jeu littéraire de Cierre Sabbagh.
21 h 15 - CES ANNÉES-LA : 1946-1970 : émission écrite et réalisée par Michel Droit. Documentation : Frédéric Grou-Radenez
22 h 15 - DE VIVE VOIX
23 h 00 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC : jeu d'Armand Jammot.
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : émission d'Armand Jammot. «Cromwell» : film anglais de Ken Hughes (1970), en version française.
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3

18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : émission de Jean-Pierre Alessandri.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX : documentaire réalisé par Bristol Foster. «Terre d'Igloolik»
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES : «Tick...Tick...Tick... et la violence explosa» : film de Ralph Nelson (1970).
22 h 10 - JOURNAL et fin

giscard de retour d'URSS

Suite de la page 1

D'un autre côté, la France s'était opposée jusqu'ici à toutes les conférences de prétendu «désarmement», qu'il s'agisse de la «conférence de Genève» ou de la «réduction des forces en Europe». Faisant observer à juste titre que ces réunions n'étaient qu'un écran de fumée derrière lequel se poursuivait la course effrénée aux armements (particulièrement de la part des Etats-Unis et de l'URSS), notre bourgeoisie préférait poursuivre de son côté son effort d'armement sans avoir de comptes à rendre à personne. Sur ce terrain, recul également : le document signé à Moscou comporte le passage suivant : « Les deux parties se prononcent en faveur de la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement avec la participation de toutes les puissances nucléaires ». Autrement dit, une conférence excluant tous les pays qui ne possèdent pas actuellement

la bombe atomique. L'orientation, en conformité avec le passage sur la non-dissémination, est en contradiction flagrante avec toutes les positions adoptées jusqu'ici par la France.

On le voit, les pressions outrancières exercées par Brejnev ont porté leurs fruits. Après le rapprochement avec l'impérialisme américain amorcé par le régime giscardien, voici maintenant les concessions faites à l'autre super-puissance. Cette orientation s'était déjà fait sentir quand Giscard avait déclaré « comprendre les inquiétudes » de l'URSS à propos de l'armement européen.

Tant que les Etats-Unis et l'Union Soviétique continueront à essayer de maintenir et de renforcer leur monopole nucléaire, on ne pourra pas empêcher les différents pays de s'armer atomiquement en vue de briser ce chantage. Particulièrement,

un certain nombre de pays du Tiers-Monde sont aujourd'hui sur la voie de la fabrication de l'arme atomique. Giscard souscrit aujourd'hui aux exigences de Brejnev qui, armé jusqu'aux dents, prétend leur interdire de se doter de moyens minimum pour faire face aux dangers d'agression qu'ils courent.

La «dénucléarisation» serait assurément une bonne chose. Ce n'est pas avec plaisir que les peuples du monde se voient aujourd'hui menacés par des mégatonnes d'armes de destruction massive entreposées dans les silos. Si l'arme nucléaire n'a pas changé par sa seule existence la nature de la guerre, la distinction entre guerres justes et guerres injustes, nous souhaitons cependant tous sa destruction et son interdiction totales.

C'est la juste proposition faite par la République Populaire de

Chine, et devant laquelle toutes les «conférences» de «limitation» apparaissent pour ce qu'elles sont : l'œuvre de marchands d'illusion, qui tiennent par-dessus tout à conserver et développer leurs stocks de mort subite. Ni l'URSS, ni les Etats-Unis, ni non plus la France, n'ont d'ailleurs à ce jour repris à leur compte la déclaration solennelle de la République Populaire de Chine, maintes fois répétée, de ne jamais utiliser la première l'arme atomique.

Tant que cette situation se prolongera, la possession de l'arme nucléaire par la France contribuera à limiter le chantage des deux superpuissances. La lutte pour sa destruction ne peut se situer que dans le cadre de la lutte pour le désarmement nucléaire général.

Jean Lermet

le quotidien du peuple

DE NOMBREUX IMMIGRÉS ESPAGNOLS PARTICIPENT AU MEETING DU FRAP

Les immigrés espagnols étaient nombreux à la Mutualité, dimanche après-midi. Ils étaient venus à l'appel du FRAP, manifester contre le nouveau procès selon la procédure sumarissimo qui se prépare contre six militants du FRAP et un de l'ETA, arrêtés au cours de la semaine dernière. Une grande détermination animait les participants (nombre d'entre eux, âgés), tandis qu'une camarade du FRAP intervenait.

La salle applaudit la dénonciation de Carrillo, chef du PCE, celui-ci disait qu'il aurait des scrupules de conscience à devoir condamner Franco. Ce n'est que contre ces faux communistes que les peuples d'Espagne pourront renverser le régime franquiste.

la visite a Paris d'Ali Bhutto IL Y A 4 ANS, LE BENGLA DESH

Quatre ans après l'affaire du Bengla Desh, le premier ministre du Pakistan Z. Ali Bhutto, arrive aujourd'hui en France.

Situé entre l'Inde et l'Iran, sur les bords de l'Océan Indien, ce pays d'Asie, peuplé de 65 millions d'habitants, n'a plus guère été cité par la presse et la télévision depuis la guerre du Bangladesh en 1971.

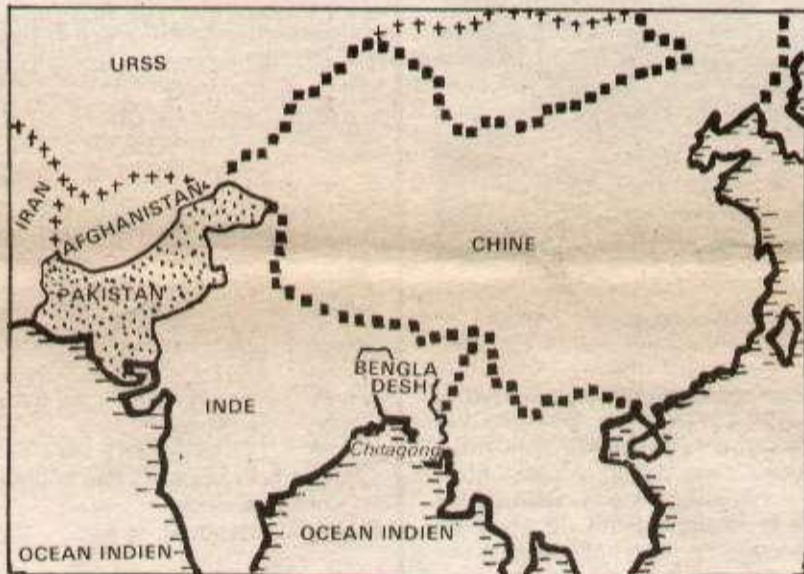
LA PARTITION DU PAKISTAN

A cette époque, le Pakistan était composé de deux parties distantes l'une de l'autre de 2 800 km. Le Pakistan Oriental fournissait près de la moitié des ressources en devises du gouvernement central, avec 15 % du territoire. A l'égard de toutes les revendications des Bengalis, la seule réponse du gouvernement central était la répression brutale. En 1971, la ligue Awami, parti de propriétaires fonciers et de féodaux en tire argument pour exiger l'autonomie complète de la province. Les troupes indiennes pénètrent massivement au mois de décembre, dans le Bengale Oriental, sous le prétexte de le libérer du joug pakistanais.

En vertu d'un traité d'août 1971, l'Inde bénéficiait d'un appui massif de l'URSS. Au milieu des massacres de l'armée indienne et des milices de Mujibur Rahman, le Bengla Desh était créé, privant le Pakistan d'une partie de son territoire, de sa population, de ses ressources.

De l'Humanité à Minute, tout le monde s'enflamma pour soutenir cette «lutte de libération nationale», pour approuver l'intervention indienne, pour exiger le démembrement du Pakistan. Malraux, à demi impotent, se portait volontaire pour organiser de nouvelles brigades internationales.

De son côté, la Chine était accusée de s'opposer au mouvement de libération nationale, d'encourager Yahya Khan à réprimer tout un peuple ; tandis que l'Inde était présentée en libératrice. En réalité, toute la politique chinoise tendait à dé-



tendre l'intégrité territoriale du Pakistan contre les ambitions soviéto-indiennes. Et l'on connaît, aujourd'hui, les lettres que le gouvernement chinois envoya au gouvernement pakistanais. L'une d'entre elles dit : « Le problème du Pakistan Oriental doit être réglé selon le désir du peuple du Pakistan Oriental ».

Aujourd'hui, que reste-t-il de la «libération nationale» et de «l'édification du socialisme» qui selon l'Humanité devait suivre l'intervention indienne ?

QUATRE ANS APRÈS : URSS ET USA SE DISPUTENT LE PAYS

En fait d'indépendance, le Bengla Desh est un pays mis en coupe réglée. L'Inde a accaparé la production et la transformation du jute, principale culture industrielle du pays.

Au Bengla Desh, le chef de la mission d'aide soviétique dit à un journaliste américain, en 1974 « Il y a assez de place pour que chacun de nous s'installe et aide... Des réserves de gaz naturel, de plusieurs milliards de mètres cubes, ont été découvertes... Vous avez une grande expérience dans les fibres synthétiques, les engrais, les plastiques, et vous avez des biens d'équipements... que nous-mêmes vous achetons. Pourquoi en priveriez-vous les pauvres Bengalis ? »

C'est le seul pays d'Asie - en dehors de la Mongolie - où l'aide soviétique dépassait l'aide américaine, en 1974. Drôle d'aide, d'ailleurs : les crevettes pêchées par les chalutiers donnés au titre de l'aide, sont accaparées par les instructeurs soviétiques et revendues aux américains. De coquets bénéfices... Les soviétiques ont investi massivement toutes les branches clé de l'industrie : ils ont commencé également à se créer une infrastructure militaire. Le port de Chittagong a été progressivement transformé en base navale sous couvert des travaux de renflouement des épaves coulées pendant la guerre. De même le port de Chenla.

Dans les rues de Dacca, dans les campagnes, on meurt de faim. Mais la corruption dépasse tout ce qui pouvait exister quand le pays faisait partie du Pakistan. Mettant à profit les mécontentements, les fractions au pouvoir les plus proches des Etats Unis ont organisé un coup d'Etat. Le gouvernement a été ainsi rééquilibré au profit des Etats Unis, la plupart des ministres restant en place.

Quatre ans après sa création, la vie du Bengla Desh est toujours dominée par la concurrence entre les Etats Unis et l'URSS.

G. CARRAT

SAHARA OCCIDENTAL la position du FRAP

Au moment où Hassan II prépare à grand fracas une marche sur le Sahara espagnol, actuellement, nous présentons ici la position des camarades espagnols du FRAP.

La récente décision de la Cour Internationale de Justice de La Haye, en faveur de l'autodétermination du peuple de Saguiat el Hamra et Rio de Oro est une victoire pour le peuple et le Front Polisario. Elle est la sanction de fait, qu'on pu constater les «experts» de l'ONU, que le peuple du Sahara occidental lutte, sous la conduite du Front Polisario, pour son indépendance et ce, malgré un état de guerre ouverte, entretenu par l'Espagne franquiste.

Cet état de guerre se marque par :

- la densité de flics au km², plus d'un soldat par habitant (50 000 soldats, légionnaires, 4500 parachutistes, 500 membres de l'aviation, etc., et récemment un renfort de 20 000 soldats.) La population est d'environ 74 000 personnes ;
- la fermeture des puits, enterrés par les soldats, de façon à couper les possibilités de ravitaillement, et à obliger les nomades à refluer vers des zones plus facilement contrôlables ;
- la répression massive des manifestations et de toute forme de lutte, comme par exemple l'assassinat sous les tortures du militant El Hadeif.

Comment le gouvernement fasciste espagnol peut-il encore soutenir sa thèse selon laquelle le Sahara occidental était une «terre sans maître» au moment de la colonisation ?

En réalité, dans la presse espagnole, «Cambio 16» ou même «YA» certaines voix s'étaient fait entendre pour accepter l'autodétermination. Aussi la position du fascisme espagnol, qui accepte cette solution, signifie-t-elle qu'il y a anguille sous roche et qu'il cherche une solution de remplacement pour poursuivre dans les meilleures conditions possibles sa politique de pillage et d'exploitation (en particulier pour le phosphate).

Les troupes d'occupation espagnoles au Sahara : la légion



Le fascisme espagnol a aujourd'hui trois solutions :

- le maintien du statu quo, qui est le plus improbable, car le fascisme n'est pas arrivé à liquider la lutte du peuple saharoui, au contraire, et cela lui coûte cher en hommes et aussi sur le plan de sa «politique arabe» ;
- l'acceptation de l'autodétermination, faite sous son contrôle, pour perpétuer l'exploitation des richesses du Sahara. C'est dans ce but que le fascisme a mis en place le PUNS (Parti d'Union Nationaliste du Sahara) qui a organisé des manifestations contre le Front Polisario et qui est une bande de mercenaires et c'est pour cela qu'il appuie la YEMAA, assemblée de notables à sa solde ; destinée à réaliser l'indépendance sous tutelle espagnole ;
- l'utilisation de la décision de La Haye pour faire pression sur le Maroc et arriver à un accord qui permettrait de se répartir les bénéfices de l'exploitation du Sahara Occidental.

Par ailleurs, le gouvernement de Hassan II se démène pour essayer de récupérer le territoire. Il a créé le FLU (Front de Libération et d'Unité) qui fait des coups de main contre les franquistes et le Front Polisario ; il emprisonne et déporte des militants du Front Polisario au Maroc. La marche «pacifique» de 350 000 marocains organisée par Hassan est une pièce de plus dans une série de pressions et d'intimidations. Cette fois, cela ressemble à une véritable invasion.

Pour le Front Polisario, l'autodétermination ne peut se faire qu'après le départ de toutes les forces fascistes et de l'administration coloniale ; elle suppose la non-intervention, sous quelque forme que ce soit, de pays étrangers qui ont des prétentions sur le Sahara occidental (Maroc et Mauritanie). Elle signifie l'indépendance nationale totale, sous la conduite du Front Polisario. Le FRAP soutient sans réserves la lutte du Front Polisario pour la libération, contre toutes les formes de néocolonialisme.